

**Table de gestion intégrée des ressources et du territoire – Commune**  
**Compte-rendu de la rencontre du 11 mars 2021**  
 En téléconférence

Liste des présences<sup>1</sup> :

Nom	Organisation	Secteur	Présence (X)
Jonathan Synnott	Association Coopérative Forestière de St-Elzéar	Forêt, BGA	X
Ronald Cormier	Association des pêcheurs sportifs de la Bonaventure inc.	Faune	X
Yves Briand	Conseil de l'Eau du Nord de la Gaspésie	Environnement	X
Julie Leblanc	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	Environnement	X
Mario Skelling	Damaboies Division Cap-Chat	Forêt, BGA	X
Steve Leblanc	Groupe de scieries G.D.S. inc	Forêt, BGA	X
Mathieu Piché-Larocque	Groupe de scieries G.D.S. inc	Forêt, BGA	X
Sylvain Réhel	Groupement forestier Rocher-Percé	Travaux sylvicoles	X
Pascal Caron-Savard	MRC de la Côte-de-Gaspé	Municipal	X
Mathieu Coté	Parc national Forillon	Faune	X
François Godin	Produits forestiers Temrex, SEC	Forêt, BGA	X
Eugénie Arsenault	MRC de la Matanie	Municipal	X
Rémi Lesmerises	Société de gestion des rivières du grand Gaspé inc.	Faune	X
Claude Fecteau	Syndicat des producteurs acéricoles du Bas-Saint-Laurent - Gaspésie	Utilisateurs/ acéricole	X
Bruno Béliveau	Coopérative Accès Chic-Chocs	Récréotourisme	X
Pierre Poulin	Club des Ornithologues de la Gaspésie	Faune	X
Alain Poitras	Fédération Québécoise des Chasseurs et Pêcheurs (FEDECP) GIM	Faune	X
Louis Laflamme	Zec de la Rivière Nouvelle	Faune	X
Samuel McInnis	Association des pêcheurs sportifs des rivières Cascapédia inc.	Faune	X
Guillaume Berger-Richard	Regroupement des MRC de la Gaspésie	Municipal	X
Ken Arsenault	<b>PRAU Gesgepegiag</b>	Autochtone	X
Alice Couturier	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	Environnement	X
Isabelle Cyr-Parent	MRC Rocher-Percé	Municipal	X
Caroline Duchesne	Conseil Régional de l'Environnement	Environnement	X
Scott Métallic	Mi'gmawei Mawiomis Secretariat	MMS	X
Louis-Philippe Caron	Consultant privé	TGIRT	X
Geneviève Bernier	Damaboies	Forêt/BGA	X

**Présences du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs :**

Daniel Chouinard, ing for, DGFo/ Pierre Desmeules, biologiste DGFo/ Mélanie Gaudette, Ing. forestier UA 11161/ Marc-André Delorme, Ing. forestier UA 11161/ Andrew Gilker, DGFo, Géomatique/ Maude Gagné, ing for, DGFo/ Mathieu Prévost, 112-UG/ Sylvain Pelletier-Bergeron, 112-UG/ Olivier Dechamplain, BMMB/ Marc Lauzon, 11-DGFo, Jules A. Bélanger, Ing. Forestier UA 112-62.

**Interprète :** Jean-Claude Bourque (JCInterpretation inc)

<sup>1</sup> À noter que les présences en conférence virtuelle peuvent plus facilement varier durant la rencontre que lors d’une séance en présentielle. Ainsi, les gens indiqués comme présents l’ont été durant un moment lors de la rencontre mais pas nécessairement tout au long de celle-ci.

Point	Discussions	Décision / Recommandation	Responsabilité / Échéancier
<b>1. Ouverture de la rencontre</b>  <b>Adoption de l'ordre du jour</b>	<p>Jean-Sébastien Babin ouvre la rencontre à 9h05 et rappelle certaines consignes relatives au bon fonctionnement des rencontres virtuelles ainsi que les consignes reliées à l'interprétation de la rencontre.</p> <p>Jean-Sébastien Babin présente les modifications à l'ordre du jour envoyé précédemment aux membres dont l'ajout D'un sujet d'actualité, une discussion sur le documentaire d'Enquête de Radio-Canada dressant un portrait peu flatteur de l'industrie forestière au Québec.</p> <p>L'ordre du jour est adopté</p>	S. O.	S. O.
<b>2. Lecture, suivi et adoption du CR de la rencontre du 10 novembre 2020</b>	<p>Jean -Sébastien effectue un retour sur le compte-rendu en mettant l'emphase sur les suivis.</p> <p>Points de suivi :</p> <p><b>Portrait de l'industrie de la motoneige</b> : La présentation sur l'industrie de la motoneige sera présentée le 18 mars, prochaine rencontre de la TGIRT commune.</p> <p><b>Guide de reconnaissance des étangs vernaux</b> : Le guide sera mis en ligne sur le site Internet et sera envoyé à tous ceux qui en feront la demande.</p> <p><b>Création du nouveau comité voirie</b> : Les membres ont été contacté et le comité créé.</p> <p><b>Contacter le CEGS à propos de leur projet de caractérisation de ponceaux avec les sentiers VTT</b> : Le CEGS a été contacté et la collaboration débutera lorsque l'employer en charge du projet entrera en poste.</p> <p><b>Transférer la base de données des ponceaux au CEGN</b> : La base de données a été transféré</p> <p><b>Propositions de modifications à la GGE</b> : Le suivi a été fait pour la demande de modification à la grille de gestion des écarts (GGE) par l'industrie mais aucun consensus n'a été atteint.</p> <p><b>Fournir les cartes du potentiel acéricole à Mylène Gagnon</b> : Les cartes ont été fournies</p> <p><b>Faire une présentation plus élaborée sur les travaux du GOR</b> : Aucune présentation plus élaborée n'a été planifiée à court terme.</p>	<p>Présentation le 18 mars</p> <p>Envoyé le guide aux membres</p> <p>Le comité a été créé</p> <p>CEGS contacté</p> <p>Base de données transférée</p> <p>Attendre après la consultation de la nouvelle GGE avant de poursuivre les négociations sur cette demande</p> <p>Cartes fournies</p> <p>Présentation remise</p>	<p>Michel Desrosiers</p> <p>Jean-Sébastien</p> <p>Jean-Sébastien</p> <p>Jean-Sébastien</p> <p>Jean-Sébastien</p> <p>Jean-Sébastien</p> <p>Catherine Brunet</p> <p>Pierre Desmeules</p>

	<p><b>Retirer les chemins fermés par le MFFP des cartes de chasse :</b> Les chemins fermés ont été retirés des cartes.</p> <p><b>Création d’un nouveau comité milieux riverains :</b> Le comité a été créé.</p> <p><b>Transmettre les résultats du sondage de satisfaction des membres à tous les membres :</b> Les résultats du sondage ont été transmis</p> <p>Le compte-rendu est adopté</p>	<p>Cartes retirées</p> <p>Comité créé</p> <p>Résultats transmis</p>	<p>Patrick Gendreau</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p>
<p><b>3. Point statutaire : Épidémie de tordeuse des bourgeons de l’épinette (TBE)</b></p>	<p>Andrew Gilker fait un état de situation sur l’avancement de l’épidémie de TBE.</p> <p>Marc-André Delorme : Y a-t-il une corrélation entre la quantité de larves observée par station d’échantillonnage et la défoliation annuelle.</p> <p>Andrew Gilker : Lorsque l’on observe une grande quantité de larves, le potentiel de défoliation est là, par contre, compte-tenu qu’il y aura de l’arrosage et autres facteurs comme les conditions météo, les secteurs échantillonnés comme ayant beaucoup de larves ne résulteront par nécessairement à une défoliation sévère.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : Est-ce que se sont toujours les mêmes stations d’échantillonnage années après années?</p> <p>Andrew Gilker : Oui, par contre il y a ajout de stations à mesure que l’épidémie progresse.</p> <p>Sylvain Réhel : J’aimerais avoir plus de détails sur les secteurs ciblés pour l’arrosage dans les éclaircies pré-commerciales (EPC).</p> <p>Andrew Gilker : Il y a eu une demande de budget pour faire de l’arrosage dans des secteurs de EPC.</p> <p>Rémi Lesmerises : Qu’est-ce qui explique le nombre relativement faible du nombre de peuplement en défoliation sévère si on tient compte que l’épidémie est commencée depuis plusieurs années?</p> <p>Andrew Gilker : C’est une combinaison de tous nos moyens pour réduire l’impact de l’épidémie. De un, la récolte préventive dans les peuplements dont la vulnérabilité est très élevée. De deux, il y a l’arrosage qui vise des secteurs vulnérables. De trois, il y a la phase de récupération qui fait en sorte que les cotes de défoliation sur la carte sont faibles car les peuplements vulnérables ne sont tout simplement plus là.</p> <p>Rémi Lesmerises : On peut voir sur la carte que la défoliation en 2020 a été moins sévère que prévue. Est-ce que l’épidémie progresse moins vite que projeté?</p> <p>Andrew Gilker : Il y a moins de défoliation que prévue mais il y a plusieurs facteurs qui entrent en compte, dont certains hors de notre contrôle qui n’ont rien à voir avec nos actions, comme la météo.</p>		

	<p>Rémi Lesmerises : Est-ce que l'on peut dire qu'on travaille avec un scénario pessimiste dans le but de ne pas perdre de bois? De ce que je comprends, la défoliation est généralement moins sévère que ce que l'on prévoit.</p> <p>Andrew Gilker : Je ne serais pas prêt à dire ça. L'évolution de l'épidémie est pas mal ça a ce que l'on s'attendait. Il n'y a que l'an passé où nous n'avons pas observé le grand saut projeté.</p> <p>Daniel Chouinard : L'épidémie ne nous surprend pas en étant plus faible. Dans nos analyses on n'utilise pas systématiquement des taux de défoliation élevés. On se base sur l'historique de l'épidémie. Il n'y a pas de surprise dans la fluctuation dans la sévérité de l'épidémie. C'est exactement ça qui s'est passé lors de l'épidémie précédente, où il y a eu des périodes de recul. La surprise c'est que l'on ne sait jamais où cela va se produire.</p> <p>Steve Leblanc : J'aimerais spécifier qu'à ce jour pour l'épidémie actuelle, il n'y a pas eu d'augmentation de récolte en lien avec la tordeuse. Il serait faux de dire qu'on travaille avec des scénarios pessimistes pour avoir des volumes supplémentaires.</p> <p>Daniel Chouinard apporte des informations sur les plans spéciaux 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il y aura des plans spéciaux en 2021 dans la 111-61 et 112-63.</li> <li>- La récolte est quand même orientée vers les peuplements vulnérables dans la 112-62 mais elle ne justifie pas un plan spécial.</li> <li>- Le plan spécial pour la 112-63 sera présenté à la mi-avril.</li> <li>- Il n'y aura pas de consultation pour la 111-61 car les superficies visées ont déjà été consultées.</li> </ul> <p>Marc-André Delorme : Les superficies en changement dans la 111-61 pour le plan spécial cadrent dans la grille de gestion des écarts et seront consultées dans ce contexte en cours d'année.</p>		
<p><b>4. Grille de gestion des écarts</b></p> <p><b>a. Fusion des grilles opérationnelles et de planification</b></p>	<p>Pierre présente une refonte de la grille de gestion des écarts qui fusionne la grille opérationnelle et la grille de planification actuelle. Les modifications sont en jaune et le reste demeure similaire au contenu actuel.</p> <p>Francois Godin : Les communautés autochtones ont accepté les consultations de 5 jours mais on ne sait pas l'avis du MMS. J'aimerais savoir si le MMS désire conserver leurs 10 jours ou si le 5 jours est acceptable dans leur cas aussi.</p> <p>Aussi, l'industrie a encore de la difficulté à évaluer à l'avance si un chemin sera fermé ou pas car nous manquons d'expérience dans ce domaine.</p> <p>Yves Briand (CENG) : Je me demande si cela est suffisant d'inclure les milieux humides d'intérêt car on sait que ceux-ci sont les milieux humides que le ministère a sélectionnés pour avoir une certaine protection. On sait par contre que tous les milieux humides ont une importance écologique.</p> <p>Pierre Desmeules : J'ai mis une liste et il y a sûrement des items qui ont été omis mais l'outil de Jean-Sébastien aura l'occasion de rectifier ces omissions.</p>	<p>Connaître l'opinion du MMS sur le sujet</p>	<p>Jean-Sébastien Babin</p>

	<p>Yves Briand (CENG) : Il y a une loi qui protège les milieux humides et hydriques au Québec et je comprends que le régime est différent en terre publique car la loi sur l’aménagement durable des forêts du MFFP compte pour beaucoup. Par contre, si on veut s’inscrire dans la logique gouvernementale “éviter, limiter, compenser” je ne vois pas pourquoi on n’applique pas les mêmes principes en terre publique. Ainsi, les éléments d’intérêts écologiques devraient englober tous les milieux humides. Il faudrait donc faire attention de ne pas exclure des éléments par leur absence dans le libeller du texte.</p> <p>Le terme R42 demeure confus, il serait bien d’avoir plus de détails sur ce sujet pour savoir sa portée sur notre grille de gestion des écarts (GGE).</p> <p>Jean-Sébastien Babin : Dans le but de garder la rencontre dans les temps, je pourrai mettre une note de bas de page qui explique le R42 afin que les membres en prennent connaissance lors de leur révision de la proposition de GGE. Rappelez-vous que ceci est une proposition et non un texte adopté.</p> <p>Pierre Desmeules : On pourra dire que le R42 inclus les ententes qui sont spatialisées mais pour lesquelles il n’y a pas encore de mesures de développés. Comme par exemple, la frontière d’un territoire faunique structuré.</p> <p>Yves Briand : Pourquoi, si on a pris la décision de fermer un chemin, de ne pas le fermer se ferait sans consultation. On décide de fermer un chemin et il y aura des retombés positives écologiques mais finalement on décide de ne pas le fermer et ainsi de ne pas faire le pas vise à vis de l’enjeux écologique. Le fait que l’on n’est pas consulté dans cette situation me paraît étrange.</p> <p>Pierre Desmeules : Pour ceux qui sont consultés en fermeture, si on prend le cas du projet de fermeture de chemins pour le rétablissement de l’habitat du Caribou, nous avons consultés plus de chemins que ce qui a été réellement fermé dans le but de nous donner de la marge de manœuvre et sélectionner stratégiquement parmi ceux consultés.</p> <p>Yves Briand (CENG) : Je comprends cela mais je crois que sans avoir besoin d’une consultation, nous pourrions à tout le moins être mis au courant si certains chemins consultés à cette fin ne sont finalement pas fermés. Je crois que l’analyse dans ce processus se doit d’être transparent.</p> <p>Marc-André Delorme : Lors de la consultation du PAFIO pour les “implantation-fermeture”, nous avons verbalement informé les membres que la désignation est une possibilité mais pas une finalité dans un optique de simplicité car nous n’avions pas toutes les informations requises pour savoir définitivement si ces chemins allaient être refermés. Maintenant, si les membres ne sont pas à l’aise avec ça, on peut le rajouter dans la grille.</p> <p>Yves Briand (CENG) : Je crois que l’important c’est que l’on soit informé du pourquoi de la décision. Ainsi, à ce moment-là, nous aurons l’opportunité de communiquer un point de vue différent si tel est le cas.</p> <p>Marc-André Delorme : Est-ce que tu accordes dans ce cas-là autant d’importance à la planification d’une fermeture définitive d’un chemin existant que la planification d’une implantation-fermeture? Car le scénario d’implantation-fermeture peut changer en cours de route à cause de nouvelles contraintes comme par exemple des travaux sylvicoles ou l’accès à de nouveaux secteurs d’intervention.</p>		
--	--	--	--

	<p>Yves Briand (CENG) : Compte-tenu du fait que nous avons trop de chemins, la fermeture des nouveaux chemins menant à un cul-de-sac serait la bonne pratique à adopter. Dans cet optique, il est de mise de nous informer pourquoi ce n'est pas fait.</p> <p>Marc-André Delorme : Est-ce qu'une simple note d'information peut être suffisante sans entrer dans tout le processus de consultation?</p> <p>Yves Briand (CENG) : Si la grille le permet, ce pourrait être une note informative sur les raisons et l'analyse qui, par la suite, permet de commenter la décision prise de ne pas fermer le chemin et ainsi d'entrer en consultation si un membre le juge nécessaire. J'aimerais entendre les autres membres à ce sujet.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : Dans le but de demeurer dans les délais pour la rencontre, je vais prendre en note les suggestions de Yves Briand (CENG) et consulter les autres membres à leur sujet pour les intégrer dans le document de la GGE s'il y a lieu.</p> <p>Pierre Desmeules : On va faire une version avec commentaires pour qu'elle soit consulter par tous les membres.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : J'invite les membres à consulter le document le plus tôt possible et à envoyer leurs commentaires entre les deux rencontres pour nous donner le plus de chances possible de statuer le jour de la rencontre du 18 mars.</p>	<p>Consulter les autres membres sur la suggestion de Yves Briand (CENG).</p> <p>Planifier du temps de discussion lors de la prochaine rencontre</p>	<p>Jean-Sébastien Babin</p>
<p><b>5. Nouveau site Internet – Consultation dirigée</b></p>	<p>Jean-Sébastien Babin introduit les membres au nouvel interface du site Internet et explique comment pourront se faire les consultations dirigées une fois le site en ligne.</p>	<p>Interpeller les membres pour qu'ils indiquent les informations qu'ils souhaitent voir apparaître sur les cartes standardisées de consultation</p>	<p>Jean-Sébastien Babin</p>
<p><b>6. Bilan des VOIC 2013-2018</b></p>	<p>Maude Gagné présente le bilan des VOICs de 2013-2018</p> <p>Elle mentionne notamment que les VOICs servent d'orientation à la planification et sont évalués annuellement mais cette présentation illustre leur évaluation sur une base de 5 ans.</p> <p>Yves Briand (CENG) : Je me demandais pourquoi on n'a pas la même superficie en hectare pour les milieux humides d'intérêt (MHI) entre le PAFIT 2013 et le PAFIT 2018 malgré le fait que l'on parle des mêmes milieux humides d'intérêt (MHI).</p> <p>Sylvain Pelletier-Bergeron : Moi aussi ça m'intéresse d'éclaircir cette question, si tu pouvais m'envoyer la question par courriel, je vais me pencher là-dessus.</p> <p>Pascal Caron Savard : Les MRC doivent faire des exercices de protection de milieux humides et la loi c'est zéro perte nette en territoire privé alors je me demandais pourquoi la cible en territoire publique est de 12%.</p>	<p>Envoyer la question à Sylvain Pelletier-Bergeron</p>	<p>Yves Briand</p>

	<p>Daniel Chouinard : Cette cible nous a été dictée par la direction de l’environnement de notre ministère. C’était soit 1% du territoire ou 12% des milieux humides et ici on a choisi 12%.</p> <p>Pascal Caron Savard : Donc, la protection de 100% des milieux humides en territoire public est impensable si je comprends bien.</p> <p>Daniel Chouinard : Il faut faire attention, on parle ici de milieux humides d’intérêt, le RADF inclus déjà des modalités pour la protection de la majorité des milieux humides, dépendamment du type de milieu humide. L’exercice des MHI était de faire l’agglomération de blocs qui se tiennent car les milieux humides sont souvent connectés entre eux par des zones qui ne sont pas des milieux humides et l’effort était d’en faire le regroupement. Le 12% est calculé par contre sur l’aspect humide de la chose. Le concept de MHI est donc une pratique visant à ajouter une protection supplémentaire au RADF à des milieux particuliers pour diverses raisons (ex : rareté).</p> <p>Rémi Lesmerises : Si je comprends bien, il y a 88% des milieux humides sur le territoire dans lesquelles la récolte forestière est permise.</p> <p>Daniel Chouinard : Non, dans le 88% qui ne sont pas identifiés comme des MHI, il y a une partie qui sont protégés par d’autres mesures comme le RADF. Il y a une partie qui est non protégé et dans laquelle il peut y avoir de la récolte, je ne connais pas le % que représente la partie non protégée.</p> <p>Rémi Lesmerises : En considérant le risque d’orniérage dans les milieux humides, n’est-ce pas surprenant de considérer que la récolte forestière y est permise?</p> <p>Daniel Chouinard : Le RADF inclus déjà une panoplie de pratiques à adopter afin d’éviter l’orniérage comme le moment de la récolte ou l’utilisation de machinerie appropriée.</p> <p>Marc-André Delorme : Il ne faut vraiment pas prendre cette mesure comme si 88% des milieux humides est sans protection. Ils sont reconnus comme importants et pris en compte. De ce que je comprends de l’exercice des MHI, c’est qu’il y a un groupe de milieux humides qui, de par leur particularité, leur grosseur et leur rareté, ont été identifiés et suivis de façon spécifique. Ils ont aussi été retirés de la possibilité forestière. C’est faux de dire que seulement 12% des milieux humides sont protégés et que le reste on peut y faire ce que l’on veut.</p> <p>Daniel Chouinard : Une des difficultés de dire que l’on protège intégralement les milieux humides, ce n’est pas tant par rapport à la récolte car il y a une grande quantité de ces superficies qui bénéficie d’une protection par lesquelles il n’y a pas de récolte. C’est plus pour la partie accès et construction de chemins car dans les MHI il n’y a aucune construction de chemin permise. Si on retenait tous les milieux humides en protection intégrale, cela créerait des difficultés majeures d’accès.</p>		
--	---	--	--



	<p>Pierre Desmeules : J'ai envoyé dans le chat un lien où vous pourrez trouver les informations sur la façon dont le ministère gère les milieux humides. Vous pourrez y consulter tout ce qui se rattache à la protection des milieux humides.</p> <p>Yves Briand (CENG) : Je crois qu'il sera pertinent de revoir ce VOIC. La cible de 12% et le travail qui a été fait à ce moment-là a été bien fait, je crois que le 12% fait le travail pour conserve une partie de nos milieux humides mais la société a évolué, on a vu l'adoption depuis quelques années d'une loi sur la protection des milieux humides et hydriques pour laquelle le principe est zéro perte nette. Si ce principe vaut en terre privée, il devrait valoir en terre publique. Il serait donc de mise de songer à réviser notre VOIC pour s'accorder avec ce principe.</p> <p>Je me questionnais sur la protection des marécages non riverains et tourbières boisées. Je n'ai trouvé aucun article du RADF qui touchait à ce type de milieu là. Ce sont des types de milieux humides qui sont plus abondants sur notre territoire que les autres types de milieux humides. Pas besoin de répondre à ma question tout de suite, je comprends que l'on déborde du sujet et qu'il faut procéder.</p> <p>Mathieu Piché-Laroque : J'ai œuvré en terres privées et à l'époque les normes n'étaient pas aussi sévères concernant la protection des milieux humides qu'en terres publiques. S'il y a eu des développements, j'aimerais bien consulter le dossier. Ça vient de où ce 100% de protection?</p> <p>Yves Briand (CENG) : C'est la loi concernant conservation des milieux humides et hydriques.</p> <p>Mathieu Piché-Laroque : Je suis présentement sur le site du regroupement des producteurs forestiers et il fait mention qu'il y a des interventions en forêt qui sont permises dans les milieux humides.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : Comme proposé par Mathieu Côté, il sera adéquat de faire un topo complet sur les milieux humides et leur protection dans une prochaine rencontre.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : Merci pour la participation des membres mais le retard que nous avons pris jusqu'à date dans la rencontre nous oblige à cesser les questions. Je vous invite fortement à les écrire dans le chat, elles seront enregistrées. Vous pouvez également me les écrire par courriel et elles seront répondu suite à la rencontre.</p> <p>Je comprends la frustration de certains membres qui ne peuvent s'exprimer à l'instant mais ces rencontres, en plus d'être un moment d'échange représente aussi le moment où l'on peut livrer de l'information. Personne n'essaie de mettre les membres au silence. Les échanges, lorsque le temps nous manque, peuvent très bien avoir lieu par la suite, par courriel ou lors de d'autres rencontres.</p>	<p>Trouver la réponse à la question de Yves Briand (CENG)</p> <p>Organiser une présentation complète sur les milieux humides et leur protection dans une prochaine TGIRT commune.</p>	<p>Jean-Sébastien Babin</p> <p>Jean-Sébastien Babin</p>
--	--	---	---

	<p>Yves Briand (CENG) : L’esprit de la table c’est un lieu de discussion et si vous ne faites pas les ordres du jour pour permettre ça, ce n’est pas aux membres de se plier à votre vision de l’ordre du jour mais à vous de vous plier à la vision des membres. Je ne suis pas le seul à être insatisfait de ne pas pouvoir prendre la parole davantage.</p> <p><i>**À noter que les membres suivants ont manifestés leur irritation quant au fait que les rencontres de la TGIRT ne laissent pas assez de temps à la discussion à l’aide de l’outil de conversation écrite de la rencontre: Mathieu Coté, Caroline Duchesne et Rémi Lesmerises.</i></p>		
<p><b>7. Discussion sur le documentaire d’Enquête sur l’industrie forestière au Québec</b></p>	<p>Jean-Sébastien Babin : J’invite les membres à commenter les éléments présentés dans le documentaire de Radio-Canada sur l’industrie forestière au Québec.</p> <p>Certaines questions pourront être répondues aujourd’hui et d’autres seront prises en note pour être répondues jeudi prochain afin de permettre un temps de préparation aux répondants.</p> <p>Vous pouvez également m’écrire vos questions et commentaires par courriels.</p> <p>Rémi Lesmerises : Il y a une partie du documentaire qui illustre bien mon sentiment depuis quelques années que je siége à la table GIRT. Je suis arrivée à la table avec beaucoup de bonnes intentions et un peu naïf. Avec le temps j’ai été désillusionné. On se fait présenter une planification de 5 ans qui comprend des superficies énormes et on a 30 jours pour réviser ça sans les ressources nécessaires dans la majeure partie des cas. Puis, si on prend le temps de le faire et que l’on se présente avec des enjeux, notre pouvoir d’influence est très limité car tout est déjà décidé. On est dans la diffusion d’information et non dans la consultation, la rencontre d’aujourd’hui l’illustre très bien. Les acteurs autour de la table n’ont pas tous le même poids, clairement. Je ne tiens pas à viser personne ni à créer de l’opposition mais ce que l’on ressent, et j’en ai parlé à d’autres qui ressentent la même chose, c’est qu’au final peu importe ce que l’on dit, ça va se faire pareil. On a l’impression que la forêt est considéré seulement comme du bois à couper et ça s’arrête là. On est pris avec une fin de non-recevoir avec nos préoccupations. On a des VOIC qui essaie d’amoindrir les effets des coupes et c’est une bonne chose. Mais on est pris entre le gouvernement qui ne veut pas jouer sur la possibilité et les BGA doivent absolument récolter les quantités dictées par le ministère. J’ai en fait l’impression de perdre mon temps avec ce processus.</p> <p>Pierre Poulin : Il y avait beaucoup de vérité dans ce reportage et il vient d’être bien résumé.</p> <p>Pierre Desmeules : Lorsque le régime a été mis en place, il y avait des rencontres très souvent et le PAFIT que l’on a pondus tous ensemble n’était pas une coquille vide. On a été en tête pendant longtemps sur le plan de la concertation participative et ça prend de l’ouvrage pour se maintenir en tête. Je me rends compte qu’il faudra remettre les efforts afin de retourner au niveau de jadis.</p> <p>Marc-André Delorme : J’aimerais revenir sur le point de perdre son temps au sein de la TGIRT. Il faut se rappeler qu’il y a plusieurs gros gains qui a été fait avec l’ensemble des harmonisations et les VOIC. Vous pouvez peut-être parfois sentir que c’est frimé mais on a un bon fonctionnement même s’il n’est pas parfait. Mais d’entendre que les gens ont l’impression de perdre leur temps, c’est majeur car beaucoup de gens mettent beaucoup d’effort dans le processus. Je pense aux débuts avec les fiches VOIC qui répondent aux préoccupations et enjeux. Je pense</p>		

	<p>aussi aux harmonisations qui concernent les dates de transports et pleins d’autres choses. Il y a quand même des choses qui se font. Je comprends que le sujet de la possibilité est plus sensible et difficile. C’est inquiétant lorsqu’un membre indique qu’il a l’impression de perdre son temps.</p> <p>Rémi Lesmerises : Mon intention n’est pas de minimiser le travail fait par le ministère mais les cadres dans lesquelles on est obligé d’agir présentement, nous comme vous, laisse très peu de marge de manœuvre pour les gens qui n’œuvre pas à temps plein dans la foresterie. Notre pouvoir d’influence est très limité et de toutes façon, nous n’avons pas les moyens, les compétences ou le temps de faire les vérifications qui s’imposent concernant les impacts sur nos activités.</p> <p>Yves Briand (CENG) : “Malgré les belles intentions du régime forestier on demeure dans un ministère à vocation économique, ce qui est correct, mais le contre-pouvoir qui devrait exister avec l’environnement n’est pas là”. Je suis assez d’accord avec ce constat de l’ancien forestier en chef, monsieur Sazraz. J’ai l’impression que ma parole dérange. Que si je parle trop souvent, ma parole impatiente. Mon rôle est de protégé le réseau hydrique sur un vaste territoire. Il n’y en a pas beaucoup qui sont prêts à se sacrifier pour défendre ces enjeux alors ça serait la moindre des choses de ne pas sentir qu’on agace quand on prend la parole. Le débalancement entre le pouvoir économique et environnemental est évident et il y a pleins d’exemples. Entre autres, un comité de la TGIRT sur les milieux riverains fait du surplace depuis des années malgré qu’il y a peu d’impact sur la possibilité dans le dossier. C’est choquant. Malgré que le ministère semblait confortable avec la diminution de la possibilité, il a suffi que certains acteurs forestiers ne le soient pas pour faire trainer le dossier. Ça donne l’impression que les enjeux que l’on essaie de faire valoir ne pèsent pas gros dans la balance.</p> <p>Steve Leblanc : Je voulais aller dans le même sens que Marc-André Delorme. Je crois que l’on peut toujours s’améliorer. Je peux vous assurer que notre région s’en tire beaucoup mieux que les autres régions concernant la concertation car dans certaines d’entre elles, il n’y a aucune discussion qui a lieu tant la guerre est prise entre les parties. Je suis également déçu lorsque j’entends que certains ont l’impression de perdre son temps. Dans notre région, différemment d’ailleurs au Québec, les entreprises forestières sont implantées dans le milieu. On a le développement de nos collectivités à cœur. On ne peut pas toujours dire oui aux demandes. Il y a beaucoup de tiers qui sont contents de nous voir sur le territoire et qui sont en accord avec ce que j’avance. On est toujours prêt à accommoder les gens dans la mesure où on peut le faire ou à participer aux efforts de concertation ou des initiatives comme le colloque saumon. Pour prendre ça en exemple, le colloque saumon a présenté des conclusions par des experts qui n’ont pas satisfait tous les membres de la table et ceux-ci ont essayer de remettre en question ces conclusions par la suite. Cela met en relief qu’il y a des insatisfactions de tous les côtés mais que l’on essaie malgré tout d’avoir une place saine en région. J’ai justement fait une sortie publique en règle car nous étions en désaccord total avec la représentation du documentaire de Radio-Canada. Je vais terminer en disant que l’on est une des seules régions où on a des horaires de transport pour satisfaire une multitude d’usagers. C’est un exemple de tout le chemin que l’on a accompli avec la concertation et on l’a fait en se parlant. Le processus n’est pas parfait. Mais il serait dommage d’inclure la Gaspésie dans ce qui a été mentionné dans le documentaire.</p> <p>Jean-Sébastien Babin : J’invite les gens à écrire d’autres questions ou commentaires d’ici au 18 mars s’il y a lieu et nous pourrons à ce moment en discuter.</p>		
--	---	--	--

Jean-Sébastien Babin

	Le point statutaire de suivi en lien avec le colloque saumon planifié aujourd’hui sera reporté à la prochaine rencontre par manque de temps.	Envoyer un courriel de rappel pour l’envoi de questions ou commentaires en rapport avec le documentaire.	
<b>8. Point statutaire : Suivi des actions en lien avec le colloque saumon et foresterie</b>	Reporté à la prochaine rencontre.		
<b>9. Départ de Pierre Desmeules</b>	<p>Marc Lauzon annonce aux membres le départ de Pierre Desmeules qui quitte pour aller travailler au secteur de la faune au sein du ministère.</p> <p>La contribution de Pierre Desmeules a été un agent important dans l’instauration du climat de concertation qui a été mis en place. J’aimerais le remercier et lui souhaiter la meilleure des chances. Félicitations pour le travail accompli.</p> <p>Pierre Desmeules : Merci à tous pour votre implication. Je vois que les membres veulent demeurer au sommet concernant la concertation. Je demeure proche et je vous remercie grandement.</p> <p>Yves Briand (CENG) : Merci Pierre pour ton excellent travail. Bon succès dans tes fonctions au secteur faune et j’espère que nous aurons l’occasion de travailler ensemble dans l’avenir.</p>		
<b>10. Rappel : Appel de projets pour la restauration des traverses de cours d’eau.</b>	<p>Jean-Sébastien : Je voulais rappeler l’appel de projet au sein du MFFP pour venir en aide financièrement pour la réfection de traverses de cours d’eau. Les liens web ont été envoyé par courriel.</p> <p>Geneviève Bernier : J’ai de l’expérience dans ce genre de dossier et vous pouvez me contacter pour plus de détails ou de l’aide afin de déposer une demande.</p>		
<b>11. Fin de la rencontre</b>	<p>12h</p> <p>La prochaine rencontre est le 18 mars 2021 à 9h00.</p>		

Préparé par Jean-Sébastien Babin  
Le 15 mars 2021